

56	médiamorphoses	dossier
L'Europe à la «Une»		Nicolas Hubé

L'Europe à la «Une» :

la nécessaire nationalisation de l'actualité communautaire en France et en Allemagne

Nicolas Hubé, ATER à l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg ¹

« L'Europe ne fait pas vendre » est l'explication régulièrement avancée par les journalistes pour justifier l'absence de cette thématique en manchette des quotidiens². En partant de cette image négative de l'Union européenne (UE) au sein des rédactions, on s'efforcera de comprendre quand et comment l'actualité européenne devient une information de premier plan. Dans une démarche comparative entre la France et l'Allemagne, on reviendra sur les quelques cas où l'Union sort de l'espace confiné des pages intérieures, pour se retrouver à la « Une », dont elle est *a priori* exclue. On constatera qu'elle n'échappe pas dans sa mise en scène aux prismes journalistiques nationaux et ne suit que rarement une mise en scène spécifique. Une comparaison diachronique permettra d'historiciser le regard. Les affaires communautaires ne gagnent en visibilité qu'à partir du moment où les décisions deviennent contraignantes pour les gouvernements. On constatera enfin, que, malgré des changements qui ont affecté l'Europe, son traitement comme « événement journalistique » reste contraint par le contexte national ou international des décisions politiques : l'Europe est d'abord purement diplomatique pour devenir ensuite économique ; elle est actuellement multiple sans toutefois exister complètement comme rubrique autonome. La manchette inscrit *nécessairement* un organe de presse dans son espace concurrentiel propre, c'est-à-dire tente de le démarquer des autres quotidiens. Son choix est un arbi-

trage stratégique, correspondant à une représentation de « la bonne actualité du jour³ ». Le titre doit inscrire le journal dans un *continuum*, le marquant politiquement, idéologiquement, culturellement et commercialement⁴ tout en respectant les normes professionnelles. Dès lors, l'information sur l'UE ne peut arriver en « Une » que traduite en des termes faisant sens aux yeux du public, c'est-à-dire telle que la direction de la rédaction se le représente. Conçus pour informer et accrocher le lecteur, les titres sur l'Europe sont travaillés par une typification distante de ces institutions. L'étrangeté de l'objet évite une personnalisation massive qui prévaut pour d'autres espaces sociaux (la politique nationale ou les relations internationales). Aussi l'UE devient un thème journalistique uniquement lorsque l'agenda européen est *nationalisé*. Sa mise en mots se fait suivant cette même acception nationale. Le traitement allemand se distingue par un prisme institutionnel et fédéral.

La comparaison franco-allemande

Seule la presse nationale (*überregionale*) dite « de qualité » a été prise en compte ici. Il s'agit, en Allemagne, de la *Tageszeitung* (Taz), la *Frankfurter Rundschau* (FR), la *Süddeutsche Zeitung* (SZ), la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) et *Die Welt*. Pour le cas français, on a retenu les trois quotidiens nationaux, *Libération*, *Le Monde* et

Le Figaro. Le quotidien régional *L'Alsace* (édité à Mulhouse) a été ajouté pour deux raisons : la présence des institutions européennes dans sa zone de diffusion, et le fait que l'appellation presse «nationale» est impropre pour la *FR* (édité à Francfort-sur-le-Main) et la *SZ* (Munich), gardant une forte dimension régionale malgré leur reconnaissance nationale⁵. Un codage systématique des manchettes et du deuxième titre a été effectué pour chacun des journaux sur une période de trois mois en 2002. Or, cette année 2002 est marquée par des agendas politiques similaires dans les deux pays : les élections présidentielles puis législatives au mois de mai/juin en France ; les élections législatives au mois de septembre en Allemagne. On a fait le choix d'une comparaison contextualisée pour neutraliser les biais de la campagne électorale nationale sur l'information européenne, en codant les mois de mai, juin et juillet pour la France et les mois de septembre, octobre et novembre pour l'Allemagne⁶. Ces données sont complétées par une analyse diachronique exploratoire des mois d'octobre, novembre et décembre 1991, puis 1981 pour *Le Figaro* et *Le Monde* en France, et la *FAZ* et la *SZ* en Allemagne afin de saisir les éléments structuraux du traitement des institutions communautaires dans ces journaux.

2002 : entre Conseil européen et guerre en Irak

L'Union européenne n'accède en manchette que lors d'événements impliquant un déplacement ou une prise de position des gouvernements ayant des conséquences sur l'avenir de la construction européenne. On constate, en effet, une faible présence des informations communautaires en «Une» : elles représentent en moyenne 5 % des manchettes allemandes (8 % pour la *FAZ* ; 5,5 % pour la *FR* et la *Taz* et 1,4 % pour la *SZ* et *Die Welt*) et 2 % des manchettes françaises (5,3 % pour *Le Monde* ; 2,8 % pour *Le Figaro* et *L'Alsace* et 1,3 % pour *Libération*). Il s'agit pour la France, presque exclusivement de manchettes publiées entre les 19 et 22 juin 2002 au moment du Conseil européen de Séville. La presse allemande, de son côté, porte une attention aux décisions et à leur contexte. Il s'agit, d'une part, des manchettes du 2 sep-

tembre 2002 relatives à la position du Conseil des ministres quant à la guerre en Irak (*Taz*, *FR*, *FAZ*) et les déclarations de Romano Prodi du 10 et 18 octobre (*SZ*, *FR* et *Die Welt*) ; d'autre part, des titres sur les réunions de la Commission relative à l'élargissement ou à l'équilibre budgétaire – les 5, 14 et 20 novembre (*Taz* et *FAZ*) – et le vote de l'Irlande pour l'élargissement, le 21 novembre (*FR* et *FAZ*). L'UE est largement minorée par rapport aux autres sujets mis en manchette, sujets massivement de politique intérieure et de politique internationale. On retrouve des résultats similaires pour les deuxièmes titres – c'est-à-dire le titre situé généralement sous la manchette. À l'exception du *Figaro* et de la *FAZ* renforçant la présence de l'UE dans leurs titres (respectivement 7,4 % et 9,5 %), le nombre d'items diminue pour *L'Alsace*, *Le Monde*, *Libération*, la *Taz* et *Die Welt*, voire disparaît pour la *FR* et la *SZ*. Le deuxième titre se doit, bien souvent, de rendre compte du sujet important évincé par la manchette. Ainsi un sujet traité en «Une» dans un journal, le sera en second titre pour un autre. Par exemple, lorsque la *Taz*, la *FR* et la *FAZ* titrent leur manchette sur la position de l'UE concernant la guerre en Irak le 2 septembre, *Die Welt* lui accorde son second titre. Quand Romano Prodi fait une déclaration le 10 octobre, il est repris en «Une» par la *SZ* et en second titre par la *Taz* et la *FAZ*. De même, lors du Conseil européen de Séville, *Libération* fait sa manchette sur ce sujet le 21 juin, tandis que *Le Figaro* y consacre son deuxième titre ; le lendemain, *Le Monde* et *L'Alsace* y consacrent leur «Une» et *Libération* son second titre. Globalement, tous les journaux traitent des mêmes rares sujets que ce soit en «Une» ou en second titre. Or, ce manque d'enthousiasme communautaire s'effectue en dépit de l'intérêt des journaux pour la vie politique internationale. Le contexte international, lui-même, en pesant sur les institutions communautaire les rend plus visibles. L'UE est donc bien un sujet auquel on accorde une place d'importance à la seule condition qu'il soit sur l'agenda politique des gouvernements ou qu'il concerne plus généralement l'avenir de l'UE, ce que tend à confirmer le regard diachronique.

1991 : les débats autour

<div> <div>58</div> <div>médiamorphoses</div> </div>	dossier
L'Europe à la «Une»	Nicolas Hubé
<div> <div>de Maastricht et la situation internationale</div> <div> <p>En 1991 les questions européennes sont fortement présentes en «Une». Cette année fut, en effet, marquée par des décisions importantes pour l'avenir de la Communauté européenne en matière de sécurité collective et, surtout, d'union monétaire. La <i>SZ</i> lui accorde 11 % de ses manchettes et 6 % de seconds titres ; la <i>FAZ</i>, respectivement 8 % et 6,6 % ; <i>Le Monde</i>, 9 % et 7 % ; et <i>Le Figaro</i>, 10 % et 1,5 %. Aussi plus de la moitié des titres concernent l'union politique et monétaire : ses débats⁷ et le sommet européen de Maastricht, sur lequel les quatre journaux titrent pendant les quatre jours de réunion entre le 9 et le 12 décembre. Ils y consacrent aussi des interviews et des enquêtes préparatoires⁸. Ce sommet est une étape importante de la construction européenne puisqu'il est décidé de lancer l'Union européenne comme le rappelle le titre du <i>Monde</i> («1951-1991 : de Paris à Maastricht», 13/12).</p> <p>La guerre en Yougoslavie est l'autre élément explicatif de cette forte présence. Le positionnement de la Communauté européenne sur la reconnaissance des républiques yougoslaves fait l'objet des seconds titres des deux journaux allemands et du <i>Monde</i>⁹. Cette question n'est toutefois pas d'égale importance que le sommet de Maastricht. Là, l'intérêt national ressort plus clairement du traitement. Les quotidiens allemands, à l'instar du gouvernement allemand – un des premiers à reconnaître les républiques croates et slovènes le 23 décembre – s'intéressent de près aux discussions à Bruxelles. La <i>FAZ</i> et la <i>SZ</i> y consacrent leur manchette le 9 novembre et leur deuxième titre le 3 décembre ; la <i>FAZ</i> aborde encore ce sujet les 1^{er} et 27 novembre, et la <i>SZ</i> le 17 octobre. De son côté, la presse française – marquée par la crainte d'un nouveau «pan-germanisme»¹⁰ – aborde cette question par le biais des propositions de Kohl et Mitterrand en matière de défense européenne, le 17 octobre et 14 novembre. <i>Le Figaro</i> y ajoute deux manchettes consacrées à la PAC et à la réglementation des entreprises (4/10) en insistant bien sur un cadrage national : «Au lendemain de la manifesta-</p> </div> </div>	<div> <div> <div> <div>tion des agriculteurs français. Viandes : la CEE s'ouvre à l'Est»(1/10).</div> <div>1981 : Divergences au Conseil européen de Londres</div> </div> <div> <p>Cette concentration de l'attention journalistique sur les moments les plus institutionnalisés et les plus visibles de l'activité communautaire (une réunion des chefs de gouvernement) est plus flagrante encore au cours de l'année 1981. En effet, moins marquée au niveau de l'actualité internationale, cette année se résume à une visibilité événementielle minimale de la Communauté européenne. La <i>SZ</i> (une manchette ; quatre seconds titres) et <i>Le Monde</i> (quatre manchettes) sont les journaux les plus ouverts aux questions européennes, tandis que <i>Le Figaro</i> et la <i>FAZ</i> ne leur accordent respectivement qu'un et deux seconds titres. À l'exception d'une manchette du <i>Monde</i> portant sur les questions de sécurité (21/10), tous les titres traitent du Conseil européen réuni les 26 et 27 novembre 1981, au cours duquel les gouvernements français et allemands s'opposent . Seuls <i>Le Monde</i> et la <i>SZ</i> abordent les discussions préparatoires «confirm[ant] les divergences des Dix» (<i>Le Monde</i>, 21/11).</p> <p>Il est intéressant de noter que le Conseil européen est la seule institution faisant parler d'elle alors qu'elle n'a pas d'existence légale. La réunion des chefs d'État et de gouvernement est consacrée en 1974 en tant que Conseil européen et seulement officialisée par la déclaration solennelle de Stuttgart, en juin 1983, puis par l'article 2 de l'Acte unique. C'est pourtant l'institution la plus immédiatement compréhensible : elle ressemble à toutes les autres rencontres diplomatiques entre chefs de gouvernements, représentants de la souveraineté nationale et en charge de la conduite des affaires du pays. Ce n'est donc pas un hasard si l'ensemble des titres qui y sont consacrés sont traités dans les pages internationales des journaux.</p> <div> <div>Parler d'Europe, parler pour soi</div> <div> <p>À cette difficile visibilité journalistique s'ajoutent les soucis d'écriture. Les rédacteurs ont donc recours à la typification</p> </div> </div> </div> </div> </div>

Nicolas Hubé

L'Europe à la «Une»

comme moyen de présenter les informations communautaires aux lecteurs. À la différence de la politique ou des informations internationales, les journaux ne présentent jamais les institutions communautaires : il n'est pas fait mention explicite de la Commission européenne ou du Parlement européen sur les trois périodes. Les seules personnes ayant droit de cité dans les titres sont le président de la Commission en 2002 et les chefs d'État ou les ministres de l'économie.

En Allemagne, lorsqu'une décision renvoie au domaine intergouvernemental, les qualificatifs utilisés sont : EG (Communauté européenne [en allemand : *Europäische Gemeinschaft*]) en 1981 et 1991, et EU [*Europäische Union*] en 2002. Plus généralement, ces derniers sont apposés à toute information relative à la Communauté européenne pour bien marquer la spécificité de ces informations («Les ministres-EG des finances cherchent un compromis», *FAZ*, 02/12/1991 ; «Paris et Berlin soutiennent le noyau EU», *FR*, 23/11/2002). De façon similaire en France, les mots Europe ou CEE sont utilisés. Par contre, en France, les images des «Dix» (en 1981) et des «Douze» (en 1991) sont plus couramment utilisés pour parler du Conseil européen. À cette typification répond celle des gouvernements par leurs pays : «La France entend aborder "de manière globale" les problèmes de la Communauté» (*Le Monde*, 27/11/1981).

Ce dernier exemple est typique d'une information européenne renvoyant, dans la moitié des cas, aux conséquences nationales des décisions. Par cette présentation dichotomique, France vs. UE, les institutions communautaires sont représentées comme un problème pour la politique nationale. La comparaison dans le temps nous montre aussi que cette opposition n'est faite qu'à partir de 1991, c'est-à-dire au moment où les institutions sortent du seul cadre des relations diplomatiques. Cet effet est renforcé par l'usage, en 2002, dans un article sur trois, de mots-clés avant la phrase du titre, rappelant une politique publique nationale («Immigration : l'Europe se durcit», *Le Monde*, 30 mai).

Habitué au fédéralisme, les journaux allemands ont recours au qualificatif de Bruxelles lorsqu'il s'agit de la Commission, tant comme acteur que comme lieu. Pour

parler des rapports entre la Commission et les gouvernements nationaux, il est fait usage des noms de ville désignant, autant, la Commission que les gouvernements en les plaçant sur un pied d'égalité institutionnel : «Bruxelles renonce à des sanctions sur Berlin», *FAZ*, 24/10/2002. Par ailleurs, Bruxelles est aussi un espace politique autonome. L'expression «à Bruxelles» signale le lieu institutionnel des décisions : «Nuit blanche à Bruxelles», *Taz*, 24/10/2002. Partant, une opposition entre Bruxelles et Berlin n'est pas observable : tout se passe comme si la presse allemande reconnaissait en Bruxelles un lieu décisionnaire complémentaire au fédéralisme. La presse allemande lui donne une existence spécifique, ce qui n'apparaît jamais dans la presse française.

Conclusion

À partir de la comparaison de ces trois périodes, on peut affirmer que les affaires communautaires ne gagnent en visibilité *per se* qu'à partir du moment où les décisions deviennent contraignantes pour les gouvernements. D'une part, elles n'arrivent en «Une» que par le travail des exécutifs nationaux sur la scène européenne comme la conclusion du traité de Maastricht. De l'autre, l'agenda international inscrit les affaires communautaires à la «Une» dès lors que les pays membres adoptent des positions communes sur le règlement des conflits internationaux. Malgré les changements considérables et l'autonomisation des décisions politiques prises par l'Europe, son traitement reste conditionné par le contexte national et international de celles-ci. Elles n'existent jamais pour soi. Ces changements peuvent toutefois être suivis dans le rubricage dont l'Europe fait preuve. En 1991, à mesure qu'elles se complexifient, les affaires communautaires sont traitées de plus en plus à égalité dans les pages internationales et économiques. En 2002, l'UE se trouve, en France, dans les pages internationales, économiques, nationales ou régionales, et dans les cahiers «politique» et «économie» des journaux allemands. Par contre les articles de «Une» sont rarement traités dans les pages «Europe», de création récente. Ces rubriques ne sont pas autonomes des services «internationaux». Pour que l'Europe se retrouve à

<div> <div>60</div> <div>médiamorphoses</div> </div>	dossier
L'Europe à la «Une»	Nicolas Hubé
<p>la «Une», l'information doit être inscrite dans une catégorie <i>légitime</i> de l'événement : la rubrique «international», «politique» ou «économie». C'est aussi, là, la limite de notre travail : par l'analyse de la «Une» nous n'observons que la dimension «exceptionnelle» de l'information européenne et non son traitement routinier. Les difficultés de rubricage témoignent toutefois des problèmes des journaux à saisir la réalité du travail communautaire : il est d'abord purement diplomatique pour devenir ensuite économique ; il est actuellement multiple sans toutefois exister complètement <i>pour soi</i>.</p> <p>Cela se retrouve dans l'écriture des titres. L'Europe est toujours ramenée aux catégories d'entendement nationales du moment. Partant, les journaux français entendent l'espace communautaire comme un espace contraignant pour le cadre national : tout se passe comme si les décisions communautaires «s'imposaient» au même titre sur l'espace politique et sur l'espace journalistique parisien. À l'inverse, le légitimisme de la presse allemande, mais aussi son habitude à traiter des questions fédérales, permet d'accorder à l'UE une plus grande reconnaissance institutionnelle, en l'inscrivant dans un espace géographique propre voire un échelon supplémentaire d'une construction fédérale <i>pacifiée</i>.</p>	<div>Notes</div> <div> <div>¹ Groupe de sociologie politique européenne / Centre Marc Bloch de Berlin.</div> <div>² Par la suite, j'utiliserai, sans les différencier, les termes de manchette et de titre de «Une» pour désigner le titre principal, en haut et en gras sur la «Une».</div> <div>³ Hubé (N.), <i>Qu'est ce que l'actualité politique ? Regards comparés sur les «Unes» de la presse quotidienne en France et en Allemagne</i>, Thèse en cotutelle, IEP Strasbourg / FU Berlin (en cours).</div> <div>⁴ Derèze (G.), Grévisse (B.), «Guerre à la Une», <i>Médiaspouvoirs</i>, 24, 1991, p. 8.</div> <div>⁵ Wilke (J.), «Politikvermittlung durch Printmedien», in Sarcinelli (U.) dir., <i>Politikvermittlung und Demokratie in der Mediengesellschaft</i>, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1998, p. 145-164.</div> <div>⁶ Pour une analyse plus détaillée : Hubé (N.), «L'Union européenne à la «Une» : un cadrage difficile d'une actualité peu visible. Regard comparé sur la presse française et allemande», in Le Torrec (V.), Garcia (G.) dir., <i>L'Union européenne et les médias. Regards croisés sur l'information européenne</i>, Paris, L'Harmattan, coll. Cahiers politiques, p. 67-89.</div> <div>⁷ FAZ et SZ le 23/10/1991 et <i>Le Monde</i>, 30/10/1991</div> <div>⁸ Le 2/12/1991 pour la FAZ, le 29/11 pour la SZ ; les 28/11, 1er, 4 et 7/12 pour <i>Le Monde</i> ; et 4/12 pour <i>Le Figaro</i>.</div> <div>⁹ FAZ, le 17/12 et SZ, les 18 et 20/12 ; <i>Le Monde</i>, les 18 et 21/12/1991.</div> <div>¹⁰ Barth (C.), «La couverture de l'Allemagne par les médias français. Ouverture à l'Est en 1990. Deutschland im Spiegel der französischen Medien. Öffnung nach Osten im Jahr 1990», in Koch (U.E.), Schröter (D.), Albert (P.) dir., <i>Deutsch-französische Medienbilder. Images médiatiques franco-allemandes</i>, Munich, Reinhard Fischer, 1994, p. 139-143.</div> </div>